

Colombie : L'ALN signale qu'elle ne respectera pas les lois si les dialogues de paix ne reprennent pas



Bogotá, 24 septembre (RHC)- L'organisation de guérilla de Colombie ALN, Armée de libération Nationale, a mis l'accent sur le fait que sans accords avec le gouvernement pour reprendre les dialogues de paix à La Havane, elle ne se sent pas dans l'obligation de respecter la loi.

Sur son site ELN Voces, cette force de guérilla a signalé qu'un processus de paix ne peut pas dépendre de conditions imposées de façon unilatérale mais qu'il repose sur la base d'accords.

De cette façon les guérilleros rendent responsable de l'arrêt des conversations le gouvernement d'Ivan Duque qui a récemment retiré officiellement les négociateurs de paix désignés par le gouvernement précédent et qui a affirmé qu'il n'y aura pas de nouvelle équipe tant que des pas importants ne seront pas faits par l'Armée de Libération Nationale.

Le gouvernement affirme que les guérilleros gardent toujours, depuis presque un mois, des otages en leur pouvoir

Un éventuel accord définitif entre le gouvernement et la guérilla colombienne mettrait fin au dernier conflit armé en Amérique Latine, conflit qui, en 50 ans, a fait 8 millions de morts, de disparus et de déplacés.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/172287-colombie-laln-signale-quelle-ne-respectera-pas-les-lois-si-les-dialogues-de-paix-ne-reprennent-pas>



Radio Habana Cuba